



La santé financière au détriment de la santé humaine

Par [Marie-France de Meuron](#)

Mondialisation.ca, 25 octobre 2022

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Science et médecine](#)

L'être humain est une entité vivante et complexe alors que la santé financière se limite à une dimension matérielle et lourde.

Je me sens très perplexe quand je lis : «Les Suisses pourraient économiser 3,7 milliards l'an prochain». ([bluewin.ch](#)) Il s'agit de choisir *la caisse la moins chère*.

Alors que le gouvernement gère la politique sanitaire (en imposant aux médecins ses directives), les caisses maladie obligatoires gèrent les coûts des patients à qui elles imposent la médecine conventionnelle. Elles font miroiter des économies aux jeunes adultes qui pourraient *économiser le plus* et aux parents *pour les enfants*. Or, ce jeu de calcul ne tient pas compte des besoins sanitaires réels. Les jeunes adultes choisiront la prime la moins chère, avec une franchise élevée qui les retiendra d'aller consulter un médecin, se débrouillant peut-être avec un comprimé, pouvant laisser ainsi une maladie évoluer et coûter bien plus cher par la suite.

Avec leur limitation à contrôler les prix, des économistes et des juristes de la faïtière des assurances maladie en sont arrivés il y a quelques années à faire condamner une femme médecin arrivée à l'âge de la retraite, donc porteuse d'une riche expérience, à vendre sa maison et perdre de ce fait son cabinet, pour payer leurs exigences du fait que la statistique des coûts par patient et par année dépassait la statistique des médecins de sa catégorie. Par là, ils n'ont absolument pas tenu compte de l'impact de ses traitements sur la santé globale de ses patients.

Si on pense «santé globale», on pourrait aussi penser «finance globale». Alors que certains coûts reviennent à l'État, ils n'entrent pas dans le compte des caisses malade. Toutefois, comme l'État est l'ensemble des habitants, les coûts reviennent de facto aux habitants qui devront payer les «coûts de la santé» par d'autres voies que les versements aux assurances

Un exemple frappant nous en est donné : *l'acquisition pour plusieurs milliards d'euros des vaccins anti-Covid par la Commission européenne. L'opacité entourant l'achat de ces vaccins n'a toujours pas été dévoilée, malgré les demandes répétées de certains parlementaires européens.... la procédure spéciale d'achat mise en place n'aurait pas été respectée malgré le fait qu'il s'agisse de sommes colossales et de l'argent du contribuable européen.* ([bam.news](#))

D'ici que le parquet européen récupère l'argent, il est évident que les habitants des pays concernés vont subir l'effet des sommes colossales investies par des services de santé publique de plus en plus limités.

Comme l'exprime un médecin hospitalier à Genève, il s'agit de penser la santé

différemment. (jetdencre.ch)

Il rappelle que la pratique médicale évolue suivant une logique capitaliste où la recherche de profits règne et (il) nous invite à penser la santé en Suisse de manière globale.....

Cette charge économique lourde pour les personnes précaires, travailleuses et issues des classes intermédiaires transforme la réflexion sur le système de santé en objet exclusif sur les primes maladie et les « coûts » de la santé.

Ainsi, on force les assurés à calculer le bénéfice financier de leur choix plutôt qu'à s'intéresser à une médecine prenant en compte globalement leur santé, telle que la définit le Dr Christian Tal Scaller :

Je présente la supériorité des méthodes naturelles fondées sur les lois universelles de la vie plutôt qu'une médecine matérialiste qui ne fait que faire disparaître les symptômes sans s'attaquer aux causes des maladies.
<https://www.santeglobale.world/presentation/>

Les assurés ne tiennent pas assez compte de ce qui anime *les dirigeant-e-s politiques (qui veulent offrir une réponse pour montrer leur capacité à diriger le navire, même si celle-ci s'avère souvent simpliste et défavorable à la majorité de la population)*. En fait, ceux-ci semblent plus concernés par la santé financière de la nation.



Un exemple frappant nous est exposé par Gaspard Frey dans La Lettre Santé Sans Filtre du 23/10/2022 avec ses réflexions sur «*Octobre rose : le hold up de Big Pharma*»

✘ « Depuis son lancement en 1985, ce mois rose est carrément devenu **la fête de la mammographie**. L'objectif est clair : dépister toutes les femmes de 50 à 74 ans, tous les deux ans[5], et intervenir au moindre doute. Quitte à irradier des femmes en parfaite santé ou à traiter par chirurgie ou chimio des tumeurs qui n'auraient peut-être jamais évolué.

Sauf que quand on sait qui se cache derrière cette « noble » initiative, Octobre Rose devient tout de suite... moins rose ! Tout commence par la collaboration entre la Société américaine contre le cancer et Imperial Chemical Industries. Et Imperial Chemical Industries, c'est qui ? L'ancêtre d'Astra Zeneca[7]!! ...D'autant qu'Imperial Chemical Industries, c'est aussi l'entreprise pharmaceutique qui a mis au point... **le tamoxifène** - le médicament le plus prescrit contre le cancer du sein !

Le pire, c'est qu'en plus : Octobre Rose ne servirait à rien ! Enfin, disons plutôt que « la mammographie ne diminue pas le taux de mortalité du cancer du sein ».

✘ Pour l'affirmer, **Dr Anthony Miller**, professeur canadien d'épidémiologie, a suivi 90 000 femmes âgées de 40 à 59 ans pendant 25 ans. Pendant 5 ans, la moitié a eu recours à une mammographie et une palpation, tandis que l'autre moitié, seulement à une palpation. 20 ans après, ses conclusions sont sans appel : « Il n'y a pas de différence de mortalité due au cancer du sein entre les deux groupes. ».

Cet exemple démontre clairement qu'il est temps de ne plus s'accrocher à un symptôme ni viser le diagnostic qu'il représente mais de se pencher sur le malade cancéreux et ce qu'il exprime par son symptôme. Je me souviens d'un thérapeute avançant que «le cancer du sein est une blessure de la fontaine d'amour». Evidemment, il peut y avoir d'autres causes psycho-affectives mais cette voie-là concernent plusieurs femmes.

La santé globale nécessite bien plus que la prise de médicaments. Et pourtant, ces produits issus de l'industrie pharmaceutiques sont prescrits de façon pas toujours appropriée et privent les patients de méthodes bien plus efficaces. Seulement, ils sont très profitables à la santé financière. D'où le fait qu'on veuille les préserver un maximum, comme le démontre « *une initiative pour la sécurité de l'approvisionnement médical* » qui vient d'être lancée en Suisse : *Une large alliance composée d'associations d'entreprises pharmaceutiques, de pharmacies, de laboratoires, de grossistes en produits pharmaceutiques et de médecins va lancer une initiative populaire visant à assurer la sécurité de l'approvisionnement médical en Suisse.*
<https://www.bluewin.ch/fr/infos/suisse/revue-de-presse-du-dimanche-23-octobre-2022-1430213.html>

On découvre qu'ils visent une démarche politique qui retire aux cantons la liberté de gérer la situation : *Les initiants veulent que la responsabilité de la sécurité de l'approvisionnement médical soit confiée à la Confédération et non plus aux cantons, comme c'est le cas actuellement. Ils appellent également à créer en Suisse des structures permettant de maintenir la fabrication de produits thérapeutiques.*

Les médecins généralistes sont en règle générale les mieux placés pour avoir une vision globale de leurs patients, d'autant plus qu'ils les suivent souvent depuis des années. Or une assurance lance un nouveau modèle dans lequel les décisions du médecin de famille doivent être validées par une firme basée à Cologne. ([20min.ch](#)) *Craintes et indignations chez les professionnels de la santé.*

Cette option empêchera un médecin de famille d'envoyer directement son patient chez un spécialiste, rapporte le «Tages-Anzeiger». Au contraire, pour toute une série d'affections (cardiologie, urologie, digestion notamment), le généraliste devra envoyer son rapport à la société Better Doc, basée à Cologne et en cours d'implantation en Suisse. C'est elle qui choisira ensuite trois spécialistes à proposer au patient pour poursuivre le traitement.



En voulant «améliorer» la santé financière, cette firme ne tient absolument pas compte de l'importance des interrelations entre médecins qui se connaissent, ce qui peut s'avérer très utile pour accompagner les patients dans leur périple.

En outre, il faut tenir compte de la confiance du patient envers son médecin, ce qui offre une meilleure condition en vue de l'optimisation des soins. Les commentaires à cet article prouvent que les assurés ne sont pas d'accord que leurs données soient ainsi révélées et manipulées à l'écart de leur médecin.

Il est aussi mis en évidence que la santé financière se construit au détriment de la santé physique :

<https://www.sante-corps-esprit.com/> newsletter du 14.10.2022 *Le pouvoir du Chi : l'hypertension*



Encore hier, je suis tombé sur ce chiffre : 32 MILLIARDS de dollars. Ce chiffre, c'est ce que rapporte annuellement l'hypertension aux grands groupes pharmaceutiques ! Or, ces comprimés peuvent être dangereux :

- Si vous prenez des diurétiques et des bêta-bloquants sur le long cours, vous avez un risque accru de diabète de type 2 ;
- Une étude menée à Birmingham, sur 27 000 américains de plus de 45 ans, a montré que ceux qui prenaient le plus de médicaments contre la tension sont ceux qui ont fait le plus d'AVC ! (car leur cœur n'était plus oxygéné correctement) ;
- Ceux qui prenaient au moins 3 médicaments pour ramener leur tension à 12 avaient **248 %** de risque en plus de faire un AVC par rapport à ceux qui avaient une tension à 12 sans médicament.

Il est clair que ce n'est pas en cherchant à effacer les symptômes qu'on guérit le processus qui les provoque...

Ce qui laisse songeur aussi, c'est que même certains médecins préfèrent leur santé financière à la santé des patients : En 5 ans (entre 2014 et 2019), Big Pharma a débloqué 818 millions d'euros pour récompenser des médecins influenceurs en France, d'après une étude consultée par Le Courrier du Soir et dont les résultats ont été publiés ce 02 février. (profession-gendarme.com)

Il convient par conséquent d'utiliser notre argent pour apprendre à nous soigner en recherchant l'étiologie de nos maux et en apprenant à lire le sens de symptômes afin de trouver la thérapie adéquate et opportune et développer une meilleure conscience de soi. Les produits pharmaceutiques ont certes une place mais de loin pas celle attribuée actuellement et trop souvent à la va-vite.

Marie-France de Meuron

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Marie-France de Meuron, Mondialisation.ca, 2022

Articles Par : Marie-France de Meuron

A propos :

Diplôme Fédéral de Médecine obtenu en 1973, Grand-mère de deux petites-filles majeures, Retirée dans le Canton de Neuchâtel en Suisse.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca